

Art. 7. A l'article 4, § 1^{er}, premier alinéa, de la même loi est inséré, au début du premier paragraphe avant les mots « l'établissement de nouvelles installations », le membre de phrase suivant :

« A l'exception des installations de production industrielle d'électricité à partir de la fission de combustibles nucléaires qui ne peuvent plus faire l'objet d'autorisations conformément aux articles 3 et 4 de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, ... »

Art. 8. L'article 23, § 2, deuxième alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 2001 est complété comme suit :

« 18° assure le suivi de la sécurité d'approvisionnement en matière d'électricité, signale d'éventuels problèmes et formule le cas échéant, des recommandations à ce sujet. »

Art. 9. En cas de menace pour la sécurité d'approvisionnement en matière d'électricité, le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, prendre les mesures nécessaires, sans préjudice des articles 3 à 7 de cette loi, sauf en cas de force majeure. Cet avis portera notamment sur l'incidence de l'évolution des prix de production sur la sécurité d'approvisionnement.

Art. 10. Lorsqu'il est procédé à la fermeture d'une centrale nucléaire, un plan d'accompagnement social doit être élaboré pour les travailleurs concernés, en concertation avec les partenaires sociaux.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre,
Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
O. DELEUZE

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants.*

Session 2001-2002.

Projet de loi, n° 50 1910/001.

Session 2002-2003.

Amendement, n° 50 1910/002. — Amendement, n° 50 1910/003. — Rapport, n° 50 1910/004. — Texte adopté par la commission, n° 50 1910/005. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50 1910/006.

Documents du Sénat :

Session 2002-2003.

Procédure d'évocation, n° 2-1376/1. — Amendements, n° 2-1376/2. — Rapport, n° 2-1376/3. — Amendements, n° 2-1376/4. — Décision de ne pas amender, n° 2-1376/5.

Art. 7. In artikel 4, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « De bouw van nieuwe installaties voor electriciteitsproductie is onderworpen » vervangen door de woorden :

« Met uitzondering van de installaties voor de industriële electriciteitsproductie door splijting van kernbrandstoffen die, overeenkomstig artikelen 3 en 4 van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële electriciteitsproductie, niet meer het voorwerp van vergunningen kunnen uitmaken, is de bouw van nieuwe installaties voor electriciteitsproductie onderworpen ».

Art. 8. Artikel 23, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij wet van 16 juli 2001 wordt aangevuld als volgt :

« 18° de bevoorradsingszekerheid inzake electriciteit opvolgen, eventuele problemen signaleren en, in voorkomend geval, aanbevelingen dienaangaande formuleren. »

Art. 9. In geval van bedreiging van de bevoorradsingszekerheid inzake electriciteit, kan de Koning, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, na advies van de Commissie voor de Regulering van de Electriciteit en het Gas, de noodzakelijke maatregelen nemen en dit onverminderd de artikelen 3 tot 7 van deze wet, tenzij in geval van overmacht. Dit advies zal inzonderheid betrekking hebben op de weerslag van de evolutie van de productieprijs op de bevoorradsingszekerheid.

Art. 10. Wanneer er tot sluiting van een nucleaire centrale overgegaan wordt, moet er in overleg met de sociale partners een sociaal begeleidingsplan voor de betrokken werknemers opgesteld worden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

Met 's Lands zegel geregeld,

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Gedrukte stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers.*

Zitting 2001-2002.

Wetsontwerp, nr. 50 1910/001.

Gewone zitting 2002-2003.

Amendement, nr. 50 1910/002. — Amendement, nr. 50 1910/003. — Verslag, nr. 50 1910/004. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50 1910/005. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgemaakt aan de Senaat, nr. 50 1910/006.

Gedrukte stukken van de Senaat :

Gewone zitting 2002-2003.

Evocatieprocedure, nr. 2-1376/1. — Amendementen, nr. 2-1376/2. — Verslag, nr. 2-1376/3. — Amendementen, nr. 2-1376/4. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-1376/5.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 820

[2003/09163]

13 FEVRIER 2003. — Loi ouvrant le mariage à des personnes de même sexe et modifiant certaines dispositions du Code civil (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 820

[2003/09163]

13 FEBRUARI 2003. — Wet tot openstelling van het huwelijk voor personen van hetzelfde geslacht en tot wijziging van een aantal bepalingen van het Burgerlijk Wetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

CHAPITRE II. — *Modifications de dispositions du Livre I^{er} du Code civil*

Art. 2. Dans le texte français de l'article 75 du Code civil, les mots « pour mari et femme » sont remplacés par les mots « pour époux ».

Art. 3. L'article 143 du même Code, abrogé par la loi du 31 mars 1987, est rétabli dans la rédaction suivante, et est déplacé vers le Chapitre I^{er} du Titre V du Livre I^{er} du même Code :

« Art. 143. — Deux personnes de sexe différent ou de même sexe peuvent contracter mariage.

Si le mariage a été contracté entre des personnes de même sexe, l'article 315 n'est pas applicable. »

Art. 4. Dans l'article 162, alinéa premier, du même Code, modifié par les lois des 31 mars 1987 et 27 mars 2001, les mots « le frère et la sœur » sont remplacés par les mots « frères, entre sœurs ou entre frère et sœur ».

Art. 5. L'article 163 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 163. — Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce ou le neveu, ou entre la tante et la nièce ou le neveu. »

Art. 6. L'article 164 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 164. — Néanmoins, il est loisible au Roi de lever, pour des causes graves, la prohibition portée au précédent article, y compris l'interdiction prévue à l'article 162 relativement aux mariages entre beau-frère et belle-sœur, beau-frère et beau-frère ou belle-sœur et belle-sœur. »

Art. 7. L'article 170 du même Code, remplacé par la loi du 12 juillet 1931 et modifié par la loi du 1^{er} mars 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 170. — Seront considérés comme valables en Belgique, quant à la forme :

1° les mariages entre Belges ainsi qu'entre Belges et étrangers célébrés en pays étranger dans les formes usitées dans ledit pays;

2° les mariages entre Belges ainsi qu'entre Belges et étrangers célébrés par les agents diplomatiques ou par les agents du corps consulaire à qui les fonctions d'officier de l'état civil ont été conférées. »

Art. 8. Dans l'article 171 du même Code, remplacé par la loi du 12 juillet 1931, les mots « ou du premier établissement de l'épouse si celle-ci rentre seule sur le territoire du royaume » sont remplacés par les mots « ou du premier établissement de l'un des époux, si celui-ci rentre seul sur le territoire du royaume ».

Art. 9. Dans l'article 206, 1°, du même Code, les mots « la belle-mère » sont remplacés par les mots « le beau-père ou la belle-mère ».

Art. 10. A l'article 313, § 3, du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa premier, les mots « du mari » sont remplacés par les mots « de l'époux ou de l'épouse »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « au mari » sont remplacés par les mots « à l'époux ou l'épouse ».

Art. 11. L'article 319bis, alinéa premier, du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le père est marié et reconnaît un enfant conçu par une femme autre que son épouse, l'acte de reconnaissance doit en outre être présenté par requête pour homologation au tribunal de première instance du domicile de l'enfant. L'époux ou l'épouse du demandeur doit être appelé à la cause. »

Art. 12. L'article 322, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le défendeur est marié et si l'enfant a été conçu pendant le mariage par une femme dont il n'est pas l'époux, le jugement qui établit la filiation doit être signifié à l'époux ou à l'épouse. Jusqu'à cette signification, il n'est opposable ni à l'époux ou l'épouse, ni aux enfants nés du mariage avec le défendeur ou adoptés par les deux époux. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de bepalingen van Boek I van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. In de Franse tekst van artikel 75 van het Burgerlijk Wetboek worden de woorden « pour mari et femme » vervangen door de woorden « pour époux ».

Art. 3. Artikel 143 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 31 maart 1987, wordt hersteld in de volgende lezing, en wordt verplaatst naar Hoofdstuk I van Boek I, Titel V, van hetzelfde Wetboek :

« Art. 143. — Een huwelijk kan worden aangegaan door twee personen van verschillend of van hetzelfde geslacht.

Indien het huwelijk werd aangegaan tussen personen van hetzelfde geslacht, is artikel 315 niet van toepassing. »

Art. 4. In artikel 162, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1987 en van 27 maart 2001, worden de woorden « de broeder en zuster » vervangen door de woorden « broers, tussen zusters of tussen broer en zuster ».

Art. 5. Artikel 163 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 163. — Het huwelijk is ook verboden tussen oom en nicht of neef, of tussen tante en nicht of neef. »

Art. 6. Artikel 164 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 164. — Echter kan de Koning, om gewichtige redenen, het in het vorige artikel bevatte verbod opheffen evenals het in artikel 162 bevatte verbod betreffende huwelijken tussen schoonbroeder en schoonzuster, schoonbroeder en schoonbroeder of schoonzuster en schoonzuster. »

Art. 7. Artikel 170 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 12 juli 1931 en gewijzigd bij de wet van 1 maart 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 170. — Wat de vorm betreft worden beschouwd als geldig in België :

1° De huwelijken tussen Belgen, alsook tussen Belgen en vreemdelingen, welke in een vreemd land zijn voltrokken met inachtneming van de in dat land gebruikelijke vormen;

2° De huwelijken tussen Belgen, alsook tussen Belgen en vreemdelingen, welke zijn voltrokken door de diplomatieke ambtenaren of door de ambtenaren van het consulaire korps aan wie de functie van ambtenaar van de burgerlijke stand is opgedragen. »

Art. 8. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 12 juli 1931, worden de woorden « of van de eerste vestiging der echtgenote, indien zij alleen op het grondgebied van het Rijk terugkeert » vervangen door de woorden « of van de eerste vestiging van een van de echtgenoten, indien deze alleen op het grondgebied van het Rijk terugkeert ».

Art. 9. In artikel 206, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de schoonmoeder » vervangen door de woorden « de schoonvader of de schoonmoeder ».

Art. 10. In artikel 313, § 3, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de echtgenoot » vervangen door de woorden « de echtgenoot of de echtgenote »;

2° in het derde lid worden de woorden « aan de echtgenoot » vervangen door « aan de echtgenoot of de echtgenote ».

Art. 11. Artikel 319bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer de vader gehuwd is en een kind erkend dat is verwekt bij een vrouw waarvan hij niet de echtgenoot is, moet de akte van erkenning bovendien bij verzoekschrift ter homologatie voorgelegd worden aan de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van het kind. De echtgenoot of de echtgenote van de verzoeker dient in het geding betrokken te worden. »

Art. 12. Artikel 322, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Indien de verweerder gehuwd is en het kind tijdens het huwelijk verwekt is bij een vrouw waarvan hij niet de echtgenoot is, moet het vonnis waarbij de afstamming wordt vastgesteld, aan de echtgenoot of de echtgenote worden betekend. Totdat die betekening heeft plaatsgemaakt, kan het vonnis niet worden tegengeworpen aan de echtgenoot of de echtgenote, noch aan de kinderen geboren uit het huwelijk met de verweerder of geadopteerd door beide echtgenoten. »

Art. 13. Dans l'article 345, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 1987, les mots « et si les époux sont de sexe différent, » sont insérés entre les mots « de l'adoptant, » et les mots « il suffit ».

Art. 14. A l'article 346 du même Code, modifié par la loi du 27 avril 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« de sexe différent »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « et pour autant que ces derniers soient de sexe différent, » sont insérés entre les mots « de l'autre époux » et les mots « quel que soit ».

Art. 15. Dans l'article 361, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 27 avril 1987, les mots « de sexe différent » sont insérés entre les mots « du conjoint » et les mots « de l'adoptant ».

Art. 16. L'article 368, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 1987, est complété comme suit :

« de sexe différent ».

CHAPITRE III. — *Modifications de dispositions du Livre III du Code civil*

Art. 17. L'article 1398 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1398. — Le régime légal est fondé sur l'existence de trois patrimoines : le patrimoine propre de chacun des deux époux et le patrimoine commun aux deux époux, tels qu'ils sont définis par les articles suivants. »

Art. 18. Dans l'article 1676, deuxième alinéa, du même Code, les mots « contre les femmes mariées, et » sont supprimés.

Art. 19. L'article 1940 du même Code, remplacé par la loi du 30 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1940. — Si la personne qui a fait le dépôt a changé d'état, par exemple si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction et dans tous les autres cas de même nature, le dépôt ne peut être restitué qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant. »

Art. 20. Dans l'article 1941 du même Code, les mots « par un mari » et les mots « ce mari » sont supprimés.

CHAPITRE IV. — *Modifications de dispositions du Livre III, Titre VIII, section IIbis du Code civil : « Des règles particulières aux baux commerciaux »*

Art. 21. Dans l'article 16, III, de la loi du 30 avril 1951, relative aux baux commerciaux, les mots « la femme mariée, » sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Modifications de dispositions du Livre III, Titre XVIII, du Code civil : « Des privilèges et hypothèques »*

Art. 22. Dans l'article 48 de la loi du 16 décembre 1851 portant révision du régime hypothécaire, les mots « de la femme, à moins qu'elle ne les ait acquis, soit à titre de succession ou de donation, soit à titre onéreux, de ses deniers propres » sont remplacés par les mots « de son conjoint, à moins qu'il ne les ait acquis, soit à titre de succession ou de donation, soit à titre onéreux, de ses deniers propres ».

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 23. La présente loi entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Art. 13. In artikel 345, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 1987, worden de woorden « en de echtgenoten zijn van verschillend geslacht, » ingevoegd tussen de woorden « echtgenoot van de adoptant, » en de woorden « dan is het voldoende ».

Art. 14. In artikel 346, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij de wet van 27 april 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« van verschillend geslacht »;

2° in het derde lid worden de woorden « kan de betrokkene in voorkomend geval opnieuw geadopteerd worden door degene met wie de andere echtgenoot hertrouwd is » vervangen door de woorden « kan, wanneer de andere echtgenoot hertrouwd is met iemand van verschillend geslacht, de betrokkene in voorkomend geval opnieuw geadopteerd worden door de nieuwe echtgenoot ».

Art. 15. In artikel 361, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 april 1987, worden de woorden « van verschillend geslacht » ingevoegd tussen de woorden « van de echtgenoot » en de woorden « van de adoptant ».

Art. 16. Artikel 368, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 1987, wordt aangevuld als volgt :

« van verschillend geslacht ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de bepalingen van Boek III van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 17. Artikel 1398 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1398. — Het wettelijk stelsel berust op het bestaan van drie vermogens : het eigen vermogen van elk van beide echtgenoten en het gemeenschappelijk vermogen van beide echtgenoten, zoals die worden omschreven in de hiernavolgende artikelen. »

Art. 18. In artikel 1676, tweede lid, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden « gehuwde vrouwen, ».

Art. 19. Artikel 1940 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 april 1958, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1940. — Indien de bewaargever van staat veranderd is, bijvoorbeeld indien tegen een meerderjarige bewaargever onbewaamverklaring is uitgesproken en in alle soortgelijke gevallen, kan de in bewaring gegeven zaak slechts teruggegeven worden aan hem die het beheer heeft over de rechten en de goederen van de bewaargever. »

Art. 20. In artikel 1941 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden « , door de man » en de woorden « , die man ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de bepalingen van boek III, titel VIII, afdeling IIbis van het Burgerlijk Wetboek : « Regels betreffende de handels-huur in het bijzonder »*

Art. 21. In artikel 16, III, van de wet van 30 april 1951 op de handelshuurovereenkomsten vervallen de woorden « de gehuwde vrouw, ».

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van de bepalingen van Boek III, Titel XVIII, van het Burgerlijk Wetboek : « Voorrechten en hypotheken »*

Art. 22. In artikel 48 van de wet van 16 december 1851 houdende herziening van het hypothecair stelsel worden de woorden « van zijn vrouw, tenzij deze die goederen door erfenis of schenking, of onder bezwarende titel met haar eigen penningen » vervangen door de woorden « van zijn echtgenoot of echtgenote, tenzij deze die goederen door erfenis of schenking, of onder bezwarende titel met zijn of haar eigen penningen ».

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 23. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de vierde maand na die waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session ordinaire 2001-2002.*
Sénat.

Documents parlementaires :

Proposition de loi, n° 2-1773/1 du 28 mai 2002 déposée par Mme Leduc et consorts.

Session ordinaire 2002-2003.

Documents parlementaires :

Amendements, n° 2-1773/2. — Rapport du 20 novembre 2002 de Mme Kaçar, n° 2-1773/3. — Texte adopté par la commission, n° 2-1773/4. — Amendements, n° 2-1773/5. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, n° 2/1773/6.

Annales parlementaires — Discussion et adoption : séances des 27 et 28 novembre 2002.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

Projet transmis par le Sénat, n° 2165/001. — Rapport du 24 janvier 2003 de Mmes Grauwels et Lalieux, n° 2165/002. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2165/003.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption : séance du 30 janvier 2003.

Met 's Lands zegel geregeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2001-2002.*
Senaat.

Parlementaire stukken :

Wetsvoorstel, nr. 2-1173/1 van 28 mei 2001 ingediend door Mevr. Leduc c.s.

Gewone zitting 2002-2003.

Parlementaire stukken :

Amendementen, nr. 2-1773/2. — Verslag van 20 november 2002 van Mevr. Kaçar, nr. 2-1773/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-1773/4. — Amendementen, nr. 2-1773/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1773/6.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming : vergaderingen van 27 en 28 november 2002.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken :

Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 2165/001. — Verslag van 24 januari 2003 van de Mevrn. Grauwels en Lalieux, nr. 2165/002. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachting voorgelegd, nr. 2165/003.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming : vergadering van 30 januari 2003.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2003 — 821

[2003/22172]

19 FEVRIER 2003. — Arrêté royal relatif à la contribution forfaitaire qui peut être réclamée aux patients se présentant dans une unité de soins d'urgence d'un hôpital

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 107^{quater}, inséré par la loi du 22 août 2002;

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, Section de Financement, émis le 12 septembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 octobre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 15 octobre 2002;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.511/3 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aussi bien aux fonctions telles que visées dans l'arrêté royal du 27 avril 1998 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction « première prise en charge des urgences », qu'aux fonctions telles que visées dans l'arrêté royal du 27 avril 1998 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction « soins urgents spécialisés ».

Art. 2. Une contribution forfaitaire de 12,50 euros peut être réclamée aux patients se présentant dans une unité de soins urgents d'un hôpital, pour autant qu'il ne soit pas satisfait à l'un des cas visés à l'article 3.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2003 — 821

[2003/22172]

19 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit betreffende de forfaitaire bijdrage die kan worden gevorderd van patiënten die zich aanmelden in een eenheid voor spoedgevallenzorg van een ziekenhuis

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 107^{quater}, ingevoegd bij de wet van 22 augustus 2002;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorziening, Afdeling Financiering, uitgebracht op 12 september 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 oktober 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 oktober 2002;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 34.511/3 van 29 januari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken en op advies in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing, zowel op de functies bedoeld in het koninklijk besluit van 27 april 1998 waarbij sommige bepalingen van de wet op de wet ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie « eerste opvang van spoedgevallen », als op de functies bedoeld in het koninklijk besluit van 27 april 1998 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie « gespecialiseerde spoedgevallenzorg ».

Art. 2. Met uitzondering van de situaties bedoeld in artikel 3, mag er ten aanzien van de patiënten die zich in een eenheid voor spoedgevallenzorg van een ziekenhuis melden, een forfaitaire bijdrage van 12,50 euro worden gevorderd.